

surtout si son mécanisme directeur était structuré de façon à tenir compte de l'importance de la participation des membres aux activités de la filiale dans le cadre du programme. En fait, le Premier ministre Trudeau a récemment discuté de la possibilité d'une nouvelle filiale avec les dirigeants de plusieurs pays en développement, y compris de pays en développement pétroliers, et il entend relancer la question, notamment lors du sommet économique d'Ottawa.

En outre, la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables se tiendra à Nairobi en août prochain. Nous sommes honorés de la présence parmi nous aujourd'hui de M. Enrique Iglesias, le secrétaire général de cette conférence. Le secrétaire général adjoint est M. Morris Miller, un Canadien. Nous avons manifesté notre appui à cette conférence en contribuant au coût des activités de préparation.

Au fil des ans, le Canada a fourni aux pays en développement une importante aide en matière énergétique. Pour la décennie se terminant en 1982, nous aurons fourni, par le biais de l'ACDI, 700 millions de dollars en décaissements liés à l'énergie. Pour le seul exercice de 1979-1980, nous avons fourni quelque 100 millions. Ces montants ont été largement dirigés vers la production et la distribution d'énergie hydro-électrique.

Certains d'entre vous se souviendront que le programme énergétique national du gouvernement prévoyait la création d'une nouvelle société, Petro-Canada International, qui sera chargée de faciliter l'exploration pétrolière dans les pays en développement. Au cours des quatre prochaines années, 250 millions de dollars lui seront consentis à des fins d'aide au développement.

En terminant, j'aimerais vous mentionner deux autres ingrédients qui seront à mon avis essentiels si nous voulons faire de nouveaux progrès dans la solution des problèmes internationaux au chapitre de la mise en valeur de l'énergie.

Le premier est une meilleure compréhension des complexités et dimensions du problème global que nous tentons de résoudre. Cela s'applique tout particulièrement au grand public, surtout dans les pays industrialisés; ces derniers ont une responsabilité toute spéciale à cet égard, car ils sont de loin les plus gros consommateurs d'énergie. En tant que sociétés, nous ne pouvons nous permettre ni la panique ni la complaisance; nous devons plutôt accepter les difficiles choix sociaux et économiques qui se poseront inévitablement. Il nous faudra modifier nos habitudes sociales et l'aspect de nos résidences, transformer nos lieux de travail et nos procédés industriels et développer un nouvel ensemble complexe de compétences humaines. Les